

Le Monde 1.2.97 p4 **Le cauchemar des lycéens de Manisa dans les prisons turques**

ISTANBUL

de notre correspondante

Polis, proprement vêtus et souriants, ils donnent l'impression d'être des adolescents très normaux. Pourtant ces lycéens de Manisa, accusés d'être membres d'un groupe de guérilla urbaine d'extrême gauche, le DHKP-C, vivent depuis plus d'un an un cauchemar judiciaire kafkaïen : ils ont été arrêtés, apparemment torturés, puis condamnés, le 16 janvier 1997, par la Cour de sûreté, à de lourdes peines de prison.

Les sourires se fanent et l'air de normalité s'évapore lorsqu'ils décrivent leurs tourments, qui n'ont rien d'ordinaire. Fulya Apaydin n'avait que dix-sept ans lorsque la police est venue la chercher, à la maison, le 26 décembre 1995, pour ce qui devait être un bref interrogatoire. En fait, les yeux bandés la plupart du temps, elle a été forcée d'entendre pendant onze jours les hurlements de ses camarades – parmi eux sa jeune sœur, Munire, arrêtée au lycée le même jour qu'elle – soumis à des mauvais traitements dans la pièce située à côté de sa cellule. Son visage s'assombrit, laissant transparaître son angoisse et ses mains couvrent ses oreilles, lorsqu'elle évoque ces sons qui « *n'étaient pas humains* ». Elle baisse les yeux et la voix pour dire qu'il lui a fallu des mois pour pouvoir parler à ses proches et à son avocate du harcèlement sexuel qu'elle dit avoir subi.

Contrairement à Fulya qui avait été relâchée après la période initiale d'interrogatoire et qui a été acquittée, Özgür Zeybek, un jeune garçon à l'air calme, âgé aujourd'hui de dix-sept ans, a, quant

à lui, déjà passé quatre mois et demi en prison après avoir subi des chocs électriques. Si la cour de cassation rejette son appel, il devra retourner au pénitencier pour effectuer sa peine de deux ans et demi.

D'autres, parmi les seize jeunes gens arrêtés durant les fêtes de fin d'année en 1995 – dont cinq sont

avec l'idéalisme qui caractérise leur âge, sont des jeunes gens « *progressistes, démocrates, ouverts* ». Plusieurs d'entre eux sont membres de l'aile de jeunesse du Parti social-démocrate, d'autres, musiciens, chantent des chansons engagées.

Arrive à Manisa un nouveau chef de la sûreté, venu tout droit

firme le député social-démocrate Sabri Ergül.

C'est ainsi que ces jeunes, dont le cadet n'a que quatorze ans, se voient imputer les quelques incidents – mineurs – rapportés à Manisa au cours des mois précédents. L'incendie du salon d'un barbier est provoquée, d'après le dossier, par un cocktail Molotov. Le fait que l'enquête des pompiers et le témoignage du propriétaire aient conclu à un accident par négligence, dû à une bonbonne de gaz, n'est apparemment pas pris en considération. Et puis, il y a les slogans : « *À bas le fascisme. Non à l'éducation payante. Vive la fraternité du peuple* ». Ceux écrits sur un train, que le chef de gare dit n'avoir jamais vus, ou ceux gri-bouillés sur le mur d'une usine.

RAPPORTS MÉDICAUX TIMIDES

Les allégations de mauvais traitements ont été étayées par les témoignages de Sabri Ergül et de Pelin Erda, qui s'étaient rendus dans les locaux de la sûreté pour voir le frère de cette dernière après son arrestation. Après une longue attente au siège de la branche antiterroriste, Pelin avait été bouleversée par la vision de son frère, titubant entre deux policiers au bout d'un long corridor. « *Nos regards se sont rencontrés. J'ai tout compris* », explique-t-elle. Le parlementaire Sabri Ergül devait être confronté à un tableau encore plus choquant lorsque, entendant des cris, immédiatement couverts par une musique martiale, il avait ouvert une porte. « *J'ai vu deux filles et deux garçons, entièrement dévêtus... Les filles étaient jeunes, avec des longs cheveux. l'une*

d'entre elles était par terre, l'autre était debout... Autour de la fille par terre, il y avait trois ou quatre personnes en civil, autour de l'autre, deux ou trois... », a-t-il témoigné devant le procureur. Dans le corridor, un autre garçon, nu, était allongé alors que d'autres jeunes gens, les yeux bandés, attendaient sur des bancs.

Les rapports médicaux des prévenus, établis dans des conditions peu satisfaisantes, mentionnent tout au plus une ecchymose par-ci, par-là, mais les témoignages de Sabri Ergül et de Pelin Erda, qui se souvient des doigts violacés de son frère, et de certains parents qui, lorsqu'ils ont enfin vus leurs enfants après de longs jours d'anxiété, les ont trouvés avec le corps glacé et les cheveux encore mouillés après une session sous la douche froide, ne laissent guère planer de doutes sur les mauvais traitements subis par les adolescents.

Dans son rapport paru le 16 janvier, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) signale qu'en 1995, 28 adolescents de 11 à 14 ans, et 244 autres jeunes de 14 à 17 ans ont été déférés devant la Cour de sûreté.

Un procès – qui continue – a finalement été intenté contre les dix policiers de Manisa, qui n'ont cependant pas été suspendus dans l'attente du jugement. Comment ne pas s'étonner de l'empressement de la Cour de sûreté – un tribunal d'exception, semi-militaire – à condamner ces jeunes gens sans attendre les résultats de la procédure contre les policiers ?

Nicole Pope

Les Etats-Unis dénoncent les exécutions sommaires et des disparitions mystérieuses

Dans son rapport annuel sur les droits de l'homme dans le monde, le département d'Etat américain a dénoncé, jeudi 30 janvier, la torture et les exécutions sommaires « *fréquentes* » d'opposants politiques en Turquie. Il évoque « *le décès de personnes en détention* » et « *les disparitions mystérieuses qui ont également continué* » en 1996. La torture « *demeure largement usitée. La police et les forces de sécurité maltraitent souvent les prisonniers et ont recours à la torture pendant les interrogatoires et les périodes d'isolement carcéral* », écrit le département d'Etat. « *La liberté d'expression est également limitée et demeure un autre problème sérieux* », selon le rapport, qui affirme que 135 journalistes ont été arrêtés, dont 11 emprisonnés, l'année dernière. Sept ont été attaqués et un kidnappé. En outre, des officiels « *continuent à harceler, à intimider, à inculper et à emprisonner les responsables et défenseurs des droits de l'homme ainsi que les avocats* ».

toujours détenus – ont écopé de peines plus lourdes encore. Cinq d'entre eux ont été condamnés à douze ans et demi d'emprisonnement. Au total, les dix condamnés ont récolté soixante-seize ans de prison, les seules preuves contre eux étant des confessions qu'ils affirment avoir signé sous la torture et la pression psychologique.

Dans la petite ville de province qu'est Manisa, explique Pelin Erda, leur avocate, les tendances politiques de chacun sont connues. Fulya, Özgür et leurs camarades,

de Bingöl, dans le Sud-Est anatolien, où les forces de sécurité sont confrontées quotidiennement au problème du PKK. « *Les policiers souffrent du syndrome du Sud-Est, comme les Américains souffraient du syndrome du Vietnam ; ils ont besoin d'être réhabilités* », explique Pelin Erda. Même dans le calme de Manisa, le chef de la sûreté voit des ennemis de l'Etat ; il est déterminé à en débarrasser la ville. « *Pour ces gens-là, quiconque pense à gauche ou est pacifiste est considéré comme un anarchiste* », af-